

## MARCHE PACIFIQUE POUR GHAZA À BOUMERDÈS

# La détermination juvénile submerge la manipulation

**Devant la colère populaire contre ce qui se passe en Palestine, l'administration de la wilaya de Boumerdès a consenti à ouvrir l'espace public aux citoyens, les jeunes notamment, pour leur permettre d'exprimer leur solidarité avec les populations de Ghaza. La tentative d'instrumentaliser cette colère a lamentablement échoué.**

A l'appel de la société civile, appellation qui désigne dans le sésail des partisans du pouvoir, une marche pacifique a été organisée. Les responsables régionaux des partis politiques de l'Alliance présidentielle, le sénateur FLN, les élus à l'APN, RND, FLN, MSP, PT, et deux P/APC FLNistes s'attendaient à prendre la tête du cortège. Des responsables d'organisations de la famille révolutionnaire, des associations proches de l'administration et des fonctionnaires attendaient également aux côtés des officiels l'ordre de commencer la marche. Des drapeaux algériens et palestiniens, des banderoles, des portraits présidentiels et deux banderoles du PT ont été remis aux manifestants. Les organisateurs ont placé une trentaine de talebs de la zaouïa des Issers à la tête de la procession et arrêté un itinéraire. Dès l'entame de la marche, les officiels ont été totalement submergés par une centaine de jeunes acheminés par bus de plusieurs localités de la wilaya. Ce groupe a pris la tête de la manifestation pour faire un parcours contraire à

celui arrêté. Il devance le cortège. Les jeunes scandaient des slogans dénonçant le génocide dont sont victimes les femmes et les enfants de Ghaza. Ils ont été rejoints par les lycéens et lycéennes des trois établissements scolaires du chef-lieu de wilaya. La marche a pris de l'ampleur. Essoufflés, les politiciens s'efforçaient de suivre. Des responsables tentaient vainement de contrôler le déroulement de cette manifestation. Des écoliers, à l'image de Amina, 12 ans, se sont mêlés aux marcheurs.

En dépit de la colère des jeunes, aucun débordement n'a été enregistré. Israël a été vigoureusement dénoncée pour ces crimes commis contre les civiles de Ghaza, cependant aucun propos raciste n'a été scandé par la foule.

«Israël s'approvisionne en pétrole et en gaz chez les Arabes pour aller tuer les Palestiniens», dira un manifestant. La foule s'en prend à Moubarek et aux chefs d'Etat arabe pour leur silence complice. Les responsables politiques présents à cette marche ont été

aussi fustigés. «Ils n'ont rien fait pour nous et ils n'ont rien à faire ici. Nous sommes ici pour Ghaza, pas pour le troisième mandat», clame une lycéenne. Et d'ajouter avec colère : «Qu'ils organisent leur propre marche !» Devant la tournure qu'ont pris les événements, un haut responsable du FLN nous accoste pour nous dire : «Nous sommes ici en tant que militants par solidarité avec les populations de Ghaza, sans plus.»

Mais le mal est fait. En effet, les portraits du président dont certains ont été déchirés disparaissent un à un. Un jeune de Thenia désapprouve avec véhémence une femme qui exhibe la photo de Bouteflika. A l'arrivée devant le siège de la wilaya, un chef de service de la Direction de la culture fait lecture d'un communiqué au nom des marcheurs. Aux dénonciations des crimes de l'Etat d'Israël et à l'évocation des noms de Palestine et de Ghaza, la foule répond bruyamment. Mais la même foule accueille par un silence et quelques sifflements l'énumération des actions réalisées par notre pays dans ce dossier. Il est certain que les manifestants les considèrent comme insuffisants.

Par la suite, l'orateur a appelé la foule à se disperser. Et c'est le contraire qui s'est produit. Les marcheurs, en

scandant «pouvoir himarou !» et autres slogans hostiles aux dirigeants arabes, continuent leur procession. Les services de sécurité ont dévié le cortège vers l'esplanade du front de mer.

Des éléments de la police anti-émeute ont pris discrètement position autour de la foule. Mais celle-ci, notamment là où les filles étaient nombreuses, n'avait aucune velléité belliqueuse. Filles et garçons ont longtemps chanté et scandé pacifiquement leur solidarité à l'endroit des Palestiniens. Un jeune réduit en morceaux le portrait du président avant de le piétiner dommage ! Le commun des Algériens a le droit de désapprouver la politique ou les positions du chef de l'Etat, il reste tout de même notre président. Mais hélas ! La faute incombe aux organisateurs.

### Une jeunesse responsable

Pour peu qu'on permette à la jeunesse de se déterminer politiquement, celle-ci a les capacités de le faire avec responsabilité et dans le calme. Les jeunes de la wilaya de Boumerdès l'ont démontré hier. A travers ce que nous avons vu et entendu dans la foule, notre sentiment est que ni le pouvoir et encore moins les islamistes n'ont aujourd'hui une emprise sur les jeunes aujourd'hui.

Abachi L.

## FRANCE

# À quelques jours de son départ, Hortefeux fier de son bilan répressif

**Brice Hortefeux, le ministre français de l'Immigration, était bien fier mardi, lors de la présentation de son bilan qu'il exposait à quelques jours de son installation comme nouveau ministre des Affaires sociales. Il avait bien raison, il a fait plus que ne prévoit la lettre de mission que lui avait confiée le président et néanmoins ami Sarkozy. Seule tache noire qu'il s'est bien gardé de mettre dans son bilan, le refus que vient de lui signifier le Mali de signer le fameux «accord de gestion concertée du flux migratoire», considéré comme une véritable humiliation par certains pays du Sud.**

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

Il a, en une année et par une cascade de lois, de diverses dispositions législatives et autres traques systématiques de l'étranger, institué dans les faits et dans la pratique quotidienne ce que demandait l'extrême droite au candidat Sarkozy et fait de l'Hexagone, un lointain souvenir de la patrie de l'asile et des droits de l'homme.

Alors qu'on lui demandait, pour 2008, d'expulser 26 000 sans-papiers, il aligne en fin d'année près de 30 000 renvois aux pays d'origine. La politique obsédante du chiffre menée par Sarkozy depuis qu'il avait occupé le poste de ministre de l'Intérieur (2003) et les instruc-

tions données, depuis, pour renforcer cette politique et demander des comptes aux préfets, à la police et autres autorités, ont engendré des situations des plus catastrophiques, des plus humiliantes, traduites par des enfants en très bas âge, par exemple, enlevés des écoles pour être expulsés ou placés en centres de rétention et des couples mariés, séparés par le renvoi sine die d'un conjoint, brisant ainsi des vies de famille. Notre politique de l'immigration est «une politique ferme et humaine», ont régulièrement tonné en chœur le président et son ministre ! Humain, en effet, le sentiment de terreur que cette politique a instauré et qui a conduit dans ce climat unique de la peur d'être pris à de nom-

breuses défenestrations, noyades ou suicides en 2008. Commentant le chiffre d'expulsés qu'il nomme par le doux euphémisme «éloignement», Hortefeux souligne : «Le véritable changement, la véritable rupture, la véritable nouveauté, c'est que le tiers de ceux qui repartent chez eux le font désormais de manière volontaire.»

Mais, à cette satisfaction affichée, les associations de défense des droits des étrangers répondent que ces statistiques ne disent pas que ces retours volontaires sont surtout le fait de Roumains ou de Bulgares qui acceptent l'aide au retour, quittent la France mais font le projet de revenir.

L'autre axe de la politique de l'immigration mise en œuvre par Hortefeux est celui relatif à l'immigration choisie, autrement dit l'immigration économique fixée selon les besoins de l'Hexagone en qualifications. Cette voie choisie, au détriment de l'immigration familiale, enregistre un grand résultat dans la mesure où la France a étendu ce concept à l'Europe en faisant ratifier par les 27 pays de l'UE cette nouvelle démarche qui devra, pour la France, atteindre en 2012 un

pourcentage de 50 % d'immigration économique contre 20 % en 2008.

Quant «aux accords de gestion concertée des flux migratoires», le dada de Brice Hortefeux, et qui consistent en ce qu'en contrepartie d'un certain nombre de cartes de séjour accordées par la France, les pays pourvoyeurs d'immigration s'engagent à faciliter la délivrance de laissez-passer nécessaires pour les reconduites à la frontière, les résultats du ministre et ses très nombreux déplacements en Afrique ont malheureusement payé et fait oublier aux pays visités quelques principes de dignité et de refus de l'aumône.

Ainsi, en dehors du Mali, très grand pourvoyeur d'immigration en France et qui vient de refuser cette offre, d'autres pays l'ont malheureusement acceptée sans réticence : Sénégal, Gabon, République du Congo, Bénin, Tunisie, l'île Maurice et Cap-Vert. Mais, ces accords n'ont pas tous encore été ratifiés.

L'Algérie, quant à elle, régie par des accords spéciaux, se refuse toujours, selon nos informations, à ce type de marchandage.

K. B. A.

## CE MONDE QUI BOUGE

# Ghaza, Chavez et le discrédit des dirigeants arabes

Par Hassane Zerrouky

Cela s'est passé dans plusieurs villes de Cisjordanie. A Bethléem, Hébron, Ramallah, Naplouse, les Palestiniens qui manifestaient leur solidarité avec leurs frères de Ghaza ont défilé avec des drapeaux



du Venezuela et des effigies d'Hugo Chavez. La décision du président vénézuélien d'expulser avec perte et fracas l'ambassadeur israélien en poste à Caracas, qualifiant Israël de «génocidaire», ainsi que son opposition aux Etats-Unis, ont fait de lui un héros chez les Palestiniens.

«J'aimerais pouvoir offrir à Chavez un passeport palestinien pour qu'il devienne citoyen palestinien. Ensuite nous l'élirions et il deviendrait notre président.» Ces propos de Mahmoud Zahré, maire d'Al-Massar près de Bethléem, en disent long sur le peu d'estime qu'ont les Palestiniens envers les dirigeants arabes. «Le comportement de Chavez vaut mieux que celui de l'ONU», renchérisait Mohamed Brijeh, responsable d'un comité citoyen luttant contre le mur érigé par Israël et séparant la Cisjordanie du reste de la Palestine. Avant d'ajouter : «Ici, tout le monde le connaît. De plus en plus de gens viennent me demander des photos de Chavez pour les porter pendant les manifestations. Si seulement nous avions des dirigeants aussi forts que lui.» Bien évidemment, les télévisions occidentales, toujours à la recherche d'images montrant de jeunes Palestiniens brûlant des drapeaux israéliens afin de les désigner à la vindicte, ont évité de montrer ces foules palestiniennes brandissant le portrait du chef de l'Etat vénézuélien. Mais pas celui de Youssef Qaradawi, résidant au Qatar, qui prend soin dans ses sermons sur Al-Jazeera d'épargner les pétromonarchies, Arabie saoudite en tête, et même les Etats-Unis. Prudent, le cheikh n'a jamais appelé au djihad contre la puissante Amérique, autrement le Qatar, qui abrite plusieurs bases militaires US et dont la défense est assurée par Washington, lui couperait les vivres et le son (plus d'émission sur Al-Jazeera) sur-le-champ et sans autre forme de procès. Il se borne simplement à s'«insurger» (ce sont ses mots) contre le soutien américain à Israël. Chez nous, dans notre belle Algérie, chacun a observé que les masses qui sont descendues dans la rue pour manifester leur solidarité avec Ghaza n'ont à aucun moment scandé «ouhda thalitha» (un troisième mandat), ni brandi le portrait du chef de l'Etat. Pourtant, à en croire Abdelaziz Belkhadem, qu'on voit beaucoup sur l'écran depuis que Ghaza est écrasée sous les bombes israéliennes, il s'agirait d'une revendication populaire. En revanche, il y a lieu de s'interroger sur la forte présence d'islamistes, recourant à l'effet émotionnel suscité par ces images d'Al-Jazeera, réduisant cette guerre à un conflit religieux afin d'éviter toute analyse politique de fond et encadrant par endroits ces manifestations populaires criant leur colère contre l'inaction des dirigeants arabes, colère que les députés du MSP ont tenté de relayer dans l'enceinte de l'APN ! Le moins qu'on puisse dire est que les Ali Benhadj et consorts ont, quoi qu'on en pense, réussi un retour remarqué en dépit des années sanglantes qu'a connues le pays. Et en parallèle, à force de brider les voix porteuses des valeurs de modernité et de citoyenneté, le pouvoir, qui n'a tiré aucune leçon des années 1990, n'a rien fait d'autre que faire à nouveau le lit des ennemis de la république et de la démocratie. Et plus il en ajoutera en matière de religiosité, plus en profiteront ces ennemis de la démocratie et de la citoyenneté.

Pour toutes ces raisons, il est rassurant de voir en Palestine toute une frange de citoyens se reconnaître dans ce que représente Hugo Chavez qui, en dépit de la haine que lui porte l'Occident, des coups d'Etat ratés contre sa personne, n'a pas mis ses opposants au cachot et n'a pas interdit les médias qui ne partageant pas sa politique. Bien au contraire.

H. Z.